

# Le journal du Grand Paris

ENTREPRISES / TERRITOIRES / INNOVATIONS / ATTRACTIVITÉ

## « Paris métropole peut être la plateforme incitative d'un changement de logiciel »

**Géographe, professeur en aménagement à l'Institut d'urbanisme de Paris et directeur associé de la coopérative Acadie, Daniel Béhar a animé les forums de Paris métropole préparant le grand forum « Visions du Grand Paris », qui se tient le 21 octobre à la Cité des sciences et de l'industrie.**

**JGP : Quelle était l'ambition de Paris métropole avec les forums « Visions du Grand Paris » ?**

**Daniel Béhar :** Le chantier que nous avons engagé il y a plusieurs mois visait à reprendre la réflexion sur la notion de projet métropolitain. Réflexion qui avait été amorcée par différentes institutions, dont Paris métropole, mais aussi la mission de préfiguration en amont de la création de la métropole. Il s'agit de se concentrer sur le contenu de ce projet, au-delà du cadre institutionnel, et d'identifier ce que l'on attend de l'action publique en situation métropolitaine.

Nous avons tiré, des expériences précédentes, qu'il ne s'agit pas de créer le projet métropolitain avec un grand P. En effet, le propre des situations métropolitaines est que ces entités ne s'animent pas avec un projet unique, au sens institutionnel du terme, exclusif et vertical. C'est la raison pour laquelle nous avons appelé ces travaux « Visions du Grand Paris ». Il s'agit de former un cadre de convergence pour les visions et les stratégies des uns et des autres. Nous voyons bien, aujourd'hui, qu'il y a plusieurs manières d'aborder la métropole. Certains considèrent que le fait métropolitain est une question d'aménagement, que nous sommes encore dans une logique de déséquilibres structurels et qu'il faudrait utiliser la métropole comme balancier. D'autres considèrent que la métropole c'est la mondialisation, et qu'il faut donc mettre l'accent sur la compétitivité etc.

Nous sommes donc partis d'un autre questionnement : qu'est-ce que le fait de vivre en métropole change pour les habitants, et comment ces changements-là interpellent l'action publique

à tous les niveaux ? Le but du chantier est donc de faire prendre conscience qu'il faut aujourd'hui plus s'atteler à changer de logiciel que de s'occuper du mécano institutionnel. Deuxièmement, il s'agit de faire prendre conscience que la création de la métropole est un changement de paradigme qui pose des questions tout à fait nouvelles pour l'action publique. Pendant les différents séminaires du mois d'octobre, nous nous sommes donc attelés à analyser toute une série de facettes de ce changement de paradigme. Et c'est cela que nous voudrions mettre en débat le 21 octobre.

**JGP : Que ressort-il de ces séminaires ?**

Il en ressort toute une série de thèmes, de questionnements, autour desquels nous estimons qu'il y a nécessité de revisiter les façons de faire des uns et des autres. Le premier point consiste à dire que la métropole est une promesse d'ouver-

QU'EN PENSE-T-IL ?

ATTRACTIVITÉ

Tout le monde se focalise sur la concurrence avec Londres, mais la vraie compétition est avec Nantes et Bordeaux

GRAND PARIS

La métropole est une promesse d'ouverture des possibles pour tous les gens qui l'habitent ou qui y viennent

ture des possibles pour tous les gens qui l'habitent ou qui y viennent. En même temps l'incertitude lui fait face. Les conditions de vie métropolitaine ne sont pas à la hauteur des attentes, et nous vivons donc dans une contradiction permanente. Dans la même période, une étude est venue montrer que le Grand Paris gagnait des places dans l'attractivité (4<sup>e</sup> rang dans l'attractivité des villes mondiales), de l'autre côté, nous avons une enquête de Pôle emploi révélant que 80 % des cadres de la région parisienne voudraient quitter l'Île-de-France. Les vraies questions sont donc là. Pourquoi venir dans la métropole ? Pourquoi vouloir la quitter ? La métropole est aujourd'hui déficitaire en terme de seuil migratoire. Tout le monde se focalise sur la concurrence avec Londres, mais la vraie compétition est avec Nantes et Bordeaux. Nous avons donc voulu comprendre ce que cela voulait dire pour l'action publique, et comment

## Paris métropole à l'avant-garde de l'aventure métropolitaine

A ceux qui seraient tentés de taxer la démarche entreprise par Paris métropole de « fumigations intellectuelles », Pierre Mansat répond « libre à eux de penser avec des vieux schémas et des visions obsolètes mais ils ne doivent pas être très au fait de la réalité qui frappe à nos portes ». Et le président de l'Atelier international du Grand Paris de poursuivre : « ces tables rondes vont permettre de sortir du débat institutionnel et de poser les vraies questions qu'implique la métropolisation. » Le conseil d'Anne Hidalgo sur le Grand Paris considère ainsi que l'on ne peut pas répondre aux mutations qu'implique le Grand Paris avec des instruments vieillissants. Et c'est là le rôle de Paris métropole, réinventer les modes de faire l'action publique « dans un lieu au sein duquel, sans enjeux de pouvoir, les élus peuvent se saisir

sereinement de ces questions, d'autant que celles-ci dépassent les périmètres fixés par la loi ».

Le syndicat mixte tend ainsi à trouver sa voie de laboratoire d'idées, interpellant toutes les parties prenantes à l'aventure métropolitaine. Pierre Mansat rappelle par ailleurs que le fonctionnement y est bien huilé. Selon lui, la mise en place de la MGP n'a pu se faire sans heurts majeurs que grâce à Paris métropole. « Son rôle est de continuer dans ce schéma, à un moment où le Grand Paris prend des formes très concrètes. »

Pas question, pour autant, de revenir sur les acquis métropolitains. « Il est sain que des avis très divers puissent s'exprimer mais la métropole fait aujourd'hui la preuve de sa pertinence. Ce premier pas est imparfait mais il est extrêmement positif. »

Jean-Yves Le Bouillonnet, maire (PS) de Cachan, s'exprime lors d'un colloque de Paris métropole



© JGP



Daniel Béhar.

© JGP



Pierre Mansat.

© JGP

cela impacte la façon de penser l'emploi, le logement, etc.

Deuxième grand thème : le rapport au local dans un système métropolitain. Nous ne sommes plus dans un système où l'agglomération parisienne était une addition de villages. On vit aujourd'hui dans des archipels de vie : on habite à un endroit, on travaille dans un autre, nos loisirs sont encore ailleurs, etc. Cela déstabilise complètement le mandat d'un élu local. Le maire aujourd'hui fonctionne sur une fiction qui est la même pour un village de campagne que pour une ville de première couronne : le citoyen qui vote pour moi est l'habitant, le contribuable et l'usager des services. Sauf qu'en situation métropolitaine, ces cas de figure sont dépassés. Celui qui utilise le service n'habite pas forcément la commune. Dans 200 communes de l'aire urbaine, il y a plus de présence le jour que d'habitants la nuit. Pour qui je fais mes services ? Comment je les programme ? Faut-il toujours continuer à raisonner en termes de mètres carrés par habitant ? Il faut s'adapter aux changements de mode de vie. Dernier grand thème : la politique des liens. On ne peut pas penser la politique métropolitaine par

addition des politiques locales. Tout est intégré et la grande question est alors de savoir comment chaque territoire est inclus dans ce système. La métropole est une série d'interférences et d'échanges. Il faut donc penser une politique des liens. Comment être à la fois une ville complète et un morceau de métropole.

**JGP : L'action publique est-elle prête à remettre en cause ses manières de faire ?**

Je suis incapable de vous le dire. Mais nous sommes allés, en amont des séminaires, rencontrer une trentaine de maires franciliens de toutes tendances. Nous nous sommes rendus compte qu'ils sont tous conscients de cela. En même temps, nous voyons bien qu'il est très difficile d'aborder ces questions-là de manière collective, et de s'engager vers un changement de logiciel. La construction métropolitaine est prise en tenaille avec, d'un côté, ce qui est écrit dans la loi et les vieux réflexes, les instruments et les modes de faire classiques autour de la planification. La deuxième branche de la tenaille est formée par ce qui est en train de se passer avec « Inventons la métropole ».

On fait la métropole des maires avec du saupoudrage communal pour légitimer l'institution métropolitaine. Entre ces deux branches, il y a ce que nous essayons de développer avec Paris métropole, qui a vocation à devenir une espèce de *think tank* territorial. C'est là où nous explorons les questions qui vont se poser à tout le monde. Les élus sont conscients de ces questions, le tout est de savoir comment ils les inscrivent dans leur agenda politique, ce dont nous ne sommes pas maîtres.

**JGP : Ne peut-on pas considérer qu'il est trop tard pour faire ces travaux, maintenant que la métropole au sens institutionnel est née et qu'elle est pressée de s'offrir une légitimité par l'action ? Ces travaux n'auraient-ils pas eu plus d'impact en amont ?**

Il n'est jamais trop tard. Et nous savons d'ailleurs bien que, dans la vraie vie, le temps de la réflexion ne précède jamais réellement le temps de l'action. Je pense que, maintenant que les dispositifs comme les EPT sont là, il y a les cadres qui permettent de se saisir de ces questions. Concernant la MGP avec l'appel à projets « Inven-

tons la métropole » par exemple, nous sommes sur des registres différents. Il s'agit surtout, pour elle, de faire de la communication et de construire de la légitimité pour l'institution. Je le comprends mais nous ne nous situons pas dans le même cadre. Avec Paris métropole, nous sommes à la fois dans l'urgence et le temps long. Il s'agit de voir comment chacun, là où il est, peut changer ses modes de faire pour se mettre à la hauteur des défis métropolitains. D'une certaine manière, c'est complémentaire. Paris métropole est le lieu qui peut être la plateforme incitative à ce processus de changement.

**JGP : Peut-il y avoir un impact réel ?**

Je l'espère. Tout le monde est concerné par cela, tout le monde est conscient. Je pense que l'action publique a un train de retard. La société métropolitaine a bien plus rapidement pris en compte les changements de paradigme et en est l'acteur. Lors des séminaires, nous avons sans arrêt fait témoigner des acteurs qui se saisissent de ces questions. Par exemple une start-up qui crée une offre de parking mutualité. C'est une réponse apportée, par la société civile, à un effet du fait métropolitain. Il y a là une conception métropolitaine de l'offre de service qui n'est pas encore intégrée par l'action publique. On le voit bien, par exemple, entre les crèches privées et les crèches publiques qui restent liées au domicile. Les acteurs publics sont plombés par une vision trop ancienne. Il s'agit donc de les mettre en mouvement, par l'exemple.

**JGP : Qu'attendez-vous de la journée du 21 octobre ?**

C'est une journée grand public et j'attends qu'il y ait un certain nombre de témoignages sur ce que je viens de dire. Que l'on entre dans une société de la mobilité, du flux des interdépendances, que cela s'exprime par des témoignages et se traduise par une prise de conscience de l'action publique et de la nécessité de ce chantier. Il s'agit aussi de sortir d'une vision d'experts pour s'ancrer dans une société métropolitaine. Il faut donner à voir aux élus ce qu'est être Grand Parisien. Les transformations métropolitaines sont à l'œuvre, il faut les montrer. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR GRÉGOIRE MÉROT